

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

19 septembre, mobilisation contre la baisse des  
dotations de l'État aux collectivités

# **Élu-e-s ... socialistes pas godillots : ils manifestent !**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 23 septembre 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Avant 2012, le PS et la FNESR (Fédération nationale des élus socialistes et républicains) critiquaient la politique du gouvernement Sarkozy de désengagement de l'État et de baisse des dotations aux collectivités. La gauche défendait « le socialisme municipal » qui favorisait l'ancrage territorial et populaire du PS. Depuis, le gouvernement Hollande-Valls s'est converti à la politique libérale de fragilisation du service public et de réduction des moyens aux collectivités.

Les collectivités, qui ne portent que 9,2% de la dette publique (et leur budget est équilibré), subiraient 22% de la charge des 50 milliards d'économies. En 2014, la baisse était de 1,5 milliard. Entre 2015 et 2017, elle atteindra 11 milliards affectés au budget de fonctionnement. Et ce n'est pas le milliard d'euros d'aide à l'investissement annoncé qui règle le problème, puisque celui-ci représente 70 millions d'euros annuels sur le fonctionnement (remboursement du capital et des intérêts) !

Déjà les dépenses publiques d'équipement ont chuté de 9,9 % en 1 an et de 12,9 % pour le bloc communal. L'austérité a bien évidemment un effet récessif. Le rythme de 30 % de baisse des dotations aboutira à renoncer aux investissements : logements, écoles, crèches, équipements sportifs et culturels...

La baisse des dotations fait partie de la démarche poussant au regroupement forcé des communes (loi NOTRe). Cela aboutira à se passer de l'investissement citoyen d'une partie des 600 000 élus qui agissent, pour aménager et faire vivre les territoires. Sous le gouvernement Jospin, la loi Chevènement avait incité financièrement les communes à se regrouper et ce sans contrainte. Aujourd'hui la méthode est autoritaire, c'est une forme de « politique de la canonnière ». Sous Sarkozy, les préfets s'y sont déjà cassé les dents...

Certes, des regroupements peuvent voir le jour, mais pas en niant les réalités communales, en obligeant à suivre la volonté d'en haut contre ceux d'en bas.

André Laignel, ancien ministre socialiste, 1er vice-président de l'AMF (Association des maires de France), a été jusqu'ici à la pointe du combat contre les baisses de dotations. Par souci de pédagogie, il précise : « *ce n'est pas une mobilisation contre (le gouvernement NDLR), mais une mobilisation pour les communes* ».

La « base » des élus résiste et des milliers de collectivités ont pris position contre ces baisses. 17 000 collectivités, souvent à direction socialiste, mènent la fronde.

L'appel de l'AMF, « *Ensemble faisons cause commune* », à prendre des initiatives le 19 septembre, avec des rassemblements y compris devant les préfectures, n'a pas été du goût du gouvernement.

Un courrier commun du PS et de la FNESR a tenté de casser la dynamique en dissuadant d'y participer. Mais le mécontentement des élus est à son plus haut niveau. Pour autant, les directions de LR, de l'UDI, du Modem ne se sont pas montrées très actives, car elles-mêmes sont pour la baisse des dotations. À Pau, Bayrou, qui refusait de voter la motion de l'association des maires contre les dotations, s'est invité à cette journée ; partout d'autres responsables de droite ont tenté de récupérer ce combat, alors que Sarkozy et ses amis réclament 130 milliards « d'économies » au lieu des 50 de Hollande-Valls.

Pour autant, beaucoup d'élus de gauche n'ont pas voulu désertier le terrain de l'action et ne sont pas comptables des manoeuvres grossières des leaders de la droite.

On assiste chez les élus à un même processus de prise de conscience que celui des salariés qui défendent leur

## **Élu-e-s ... socialistes pas godillots : ils manifestent !**

---

statut, leur salaire, leur emploi. Dans ce cas, la défense des moyens pour le service public, pour maintenir les moyens à la collectivité, qui est une forme de prolongement de l'État, pousse les élus à agir contre l'austérité. Comme des salariés dans une entreprise qui se rassemblent, lors d'une action collective, quelles que soient leur obédience syndicale et leurs idées politiques, les élus eux aussi se rassemblent pour s'opposer à la politique qui fragilise les collectivités territoriales, et revendiquer des moyens pour ces collectivités et le service public.

**Les rangs de la fronde sont en train de grossir.**